



Xavier Dupret
Janvier 2019
12.900 signes

L'INEXORABLE MONTEE DE LA CHINE. CARACTERISTIQUES ET CONSEQUENCES...

Tirer des conclusions au sujet de l'économie mondiale à partir de données comptables relatives à des sociétés constituées, à première vue, une gageure de taille. En apparence seulement.

La montée en puissance de l'économie chinoise est telle que ce même ce niveau d'analyse microéconomique s'avère des plus instructifs. Jugeons sur pièces.

Sociétés (pas) anonymes

Le tableau suivant, qui classe par ordre décroissant les dix plus importantes sociétés dans le monde, illustre bien l'importance de la société par actions dans le développement du capitalisme. Ce classement est établi en fonction du chiffre d'affaires de ces différentes sociétés.

Pour mémoire, le chiffre d'affaires d'une société représente la totalité des ventes réalisées par cette dernière.

Chiffre d'affaires en 2017
(milliards de dollars)

<u>Compagnie</u>	
WALMART (USA)	500
STATE GRID (CHINE)	349
SINOPEC (CHINE)	327
CHINA NATIONAL PETROLEUM CORPORATION (CHINE)	326
SHELL (PAYS-BAS)	312
TOYOTA MOTOR (JAPON)	265
VOLKSWAGEN (ALLEMAGNE)	260
BP (ROYAUME-UNI)	245
EXXON MOBIL (ETATS- UNIS)	244
BERKSHIRE HATHAWAY (ETATS-UNIS)	242

Source : Fortune Global 500, 2018.

On remarquera que sur les dix plus grandes compagnies dans le monde qui totalisent un chiffre d'affaires de près de 3.000 milliards de dollars, huit sont des sociétés par actions. Les deux entreprises dans ce classement qui font exception à cette règle sont deux entreprises publiques chinoises, à savoir State Grid et la China National Petroleum Corporation. Parmi les trois plus importantes sociétés chinoises, deux (State Grid et China National Petroleum Corporation) appartiennent donc à l'Etat. On ne retrouve rien de similaire dans les autres pays (en l'espèce, occidentaux) qui sont repris dans ce classement. Ce point est important car il permet de relever une évolution récente du capitalisme contemporain.

Exercice de définitions

De manière fort générale, le capitalisme peut être caractérisé comme un mode d'organisation social basé sur la propriété privée de moyens de production et le salariat. Lorsque l'on regarde les choses d'un peu plus près, on observe, à l'intérieur du capitalisme, une diversité de sous-familles. Il en existe même cinq pour être plus précis.

La première correspond au modèle néolibéral typique des pays anglo-saxons, qui conjugue une grande flexibilité de l'emploi et des rémunérations avec un développement important des marchés financiers. Ces derniers doivent leur importance au fait que ce n'est pas l'Etat qui, comme en France ou en Belgique, assure la protection sociale des citoyens. Aux Etats-Unis, ce sont des compagnies d'assurance privées qui remplissent ce rôle. En Belgique ou en France, nous connaissons un autre modèle, qualifié par les spécialistes d' « européen continental » car on le retrouve aussi dans tous les pays d'Europe occidentale. Ce deuxième modèle se caractérise par une protection sociale d'un bon niveau et une forte protection de l'emploi. Il existe encore un troisième type de capitalisme, très proche du modèle européen continental : c'est le modèle social-démocrate (ou scandinave), qui met en œuvre un niveau de protection sociale plus élevé que dans les pays d'Europe continentale. Le quatrième type de

capitalisme concerne essentiellement les pays du sud de l'Europe, ce qui explique qu'on le qualifie souvent de « modèle méditerranéen ». Il se caractérise par une forte protection de l'emploi associé à un faible niveau de protection sociale. Enfin, le dernier type de capitalisme concerne les pays asiatiques. Cette variante du capitalisme associe un faible niveau de protection sociale, une forte imbrication de l'Etat et des entreprises privées ainsi qu'un financement des entreprises assuré à la base par le système bancaire. Cette distinction assez classique doit être fondamentalement remise en question.

Deux remarques s'imposent, en effet, concernant la classification proposée auparavant. Tout d'abord, il s'agit d'une typologie, c'est-à-dire d'une méthode d'appréhension des phénomènes (ici socioéconomiques) qui vise à mettre au point des types à des fins de classification et de systématisation des données observées. L'avantage de ce type de méthode consiste en son pouvoir de synthèse. *Grosso modo*, on observe qu'effectivement il y a cinq types de fonctionnement du capitalisme. Par contre, cette façon de faire pêche par sa tendance à figer les choses, ce qu'on désigne en des termes un peu savants de « méthode anhistorique ».

Or, il va de soi que ces cinq types de capitalisme entretiennent entre eux des rapports de force et de domination et que ce bras de fer permanent amène certains types de capitalisme à intégrer au fil du temps des caractéristiques d'autres modèles. La typologie citée au point précédent est le fruit des réflexions d'un économiste français, Bruno Amable¹. Mais ces dernières remontent à 2004 (année de la parution de la première version, en anglais, de son ouvrage). Les données à partir desquelles il développe son raisonnement sont donc antérieures à cette date, sinon Amable aurait rédigé un ouvrage de science-fiction.

Depuis, bien de l'eau a coulé sous les ponts.

Par exemple, les réformes Hartz en Allemagne, du nom du ministre du travail du gouvernement allemand sous le mandat du chancelier Gerhard Schröder, ont commencé en 2003 et se sont terminées en 2005. Ces réformes se sont caractérisées par une flexibilisation du marché du travail comparable à ce qui existe depuis longtemps dans la logique du capitalisme néolibéral anglo-saxon. Peter Hartz a, en effet, facilité la possibilité pour les entreprises allemandes de licencier tout en diminuant l'indemnisation consécutive à cette mise au chômage.

Ces réformes ont été à ce point fondamentales qu'elles ont été qualifiées par d'éminents spécialistes du droit social allemand d'avènement d'une autre République². Il faut savoir que c'est en Allemagne, sous le chancelier Bismarck au XIX^{ème} siècle, que les premières assurances sociales ont été développées. A l'époque, Bismarck (1815-1898) cherchait à limiter l'influence du socialisme et des idées révolutionnaires sur la classe ouvrière allemande.

Avec les réformes Hartz, l'existence en Allemagne d'un modèle social assez généreux, afin de diminuer les tensions entre travailleurs et employeurs, a sérieusement pris du plomb dans

¹ Bruno Amable, *Les cinq capitalismes : Diversité des systèmes économiques et sociaux dans la mondialisation*, Seuil, Paris, 2005.

² Christoph Butterwegge, *Hartz IV und die Folgen. Auf dem Weg in eine andere Republik?*, Beltz Juventa, Weinheim, 2015.

l'aile. En Suède, le modèle social-démocrate a été progressivement remis en question au fil du temps. Bien sûr, la Suède n'est pas les Etats-Unis. Mais force est de constater que depuis une vingtaine d'années, c'est la Suède qui se met à ressembler chaque année un peu plus aux Etats-Unis. Et pas l'inverse.

Si l'on regarde du côté des capitalismes méditerranéens, on constatera que la protection d'une certaine forme de stabilité de l'emploi a progressivement fait place à une course très nette à la flexibilité. Prenons l'exemple de l'Espagne. Dans ce pays, sous la pression de la grande crise de 2007-2008, un mouvement de flexibilisation du marché du travail a été conçu par le gouvernement conservateur de Mariano Rajoy en 2012³.

Sans doute le capitalisme asiatique a-t-il été le moins contaminé par le néolibéralisme à la mode anglo-saxonne. Mais on y note des tentatives qui s'alignent sur une conception de l'économie qui relativise le poids de l'Etat dans la société.

C'est ainsi que le Japon a privatisé le service public de la Poste en 2005. Certes, la société japonaise est moins façonnée selon les préceptes néolibéraux que les Etats-Unis, mais il n'en reste pas moins que le Pays du Soleil Levant ressemble un peu plus depuis une quinzaine d'années aux Etats-Unis. Au lieu de parler de mondialisation, on ferait d'ailleurs mieux, au vu de ces exemples, de parler d'américanisation du monde.

Pourtant, la question de l'alternative au modèle néolibéral anglo-saxon n'a jamais été aussi vive. Cette évolution paradoxale s'explique par l'affirmation de la Chine et de son modèle de développement sur la scène internationale.

Paradoxe actuel

Comme nous l'avons vu, la division du capitalisme en cinq modèles date du début des années 2000. Depuis, le modèle anglo-saxon (ou modèle néolibéral) a fini par marquer de son empreinte, certes de manière variable, les différents types de capitalisme. Il faut bien préciser que cette extension ne s'est pas produite de manière uniforme partout dans le monde. C'est ainsi que la remarquable montée en puissance de l'économie chinoise offre, pour la première fois depuis la disparition de l'Union Soviétique en 1991, la perspective d'une opposition au niveau international entre deux géants.

Cette lutte procède de la lutte pour l'hégémonie entre deux modes sensiblement différents de régulation de l'économie par le politique, puisque l'économie chinoise se caractérise par un capitalisme d'Etat. L'expression même de capitalisme d'Etat peut sembler une contradiction. La représentation courante des choses voudrait que sous le capitalisme, les particuliers sont propriétaires des moyens de production alors que dans le socialisme, c'est l'Etat. Les choses, à y regarder de plus près, s'avèrent plus complexes que cela.

Certes, sous le socialisme, la totalité des moyens de production est nationalisée. Mais il existe un cas limite intermédiaire entre le socialisme et le capitalisme, c'est le capitalisme d'Etat. Sous ce type de capitalisme, coexistent tant la propriété privée que la propriété publique du capital. Mais ce n'est pas le libre jeu de l'offre et de la demande qui, par exemple, va y fixer les prix des biens.

³ Les Echos, édition mise en ligne du 3 février 2012.

La formation des prix relève dans un tel système de la décision publique. Pour un partisan du libéralisme anglo-saxon, une telle proposition constitue une anomalie, voire une hérésie. La dimension dirigiste est importante dans le fonctionnement du capitalisme d'Etat. La liberté d'initiative économique y est plus beaucoup plus réglementée et encadrée que dans le cas d'une économie capitaliste classique.

Il va de soi que pour qu'un capitalisme d'Etat puisse fonctionner, il faut, malgré tout, que les pouvoirs publics aient un certain poids dans la vie économique. La Chine constitue l'exemple le plus abouti actuellement de capitalisme d'Etat, puisque comme nous l'avons vu, les deux plus grandes sociétés du pays sont des entreprises publiques.

L'émergence du capitalisme d'Etat a été pointée, il y a de cela une décennie par la prestigieuse revue *Foreign Affairs*, comme un concurrent au modèle néolibéral anglo-saxon⁴. Cette tension grandissante devrait finir, selon cette revue, par une limitation du monopole de l'influence américaine (et donc du capitalisme néolibéral anglo-saxon) sur l'économie mondiale.

La Chine s'est de plus en plus affirmée depuis cette époque, tant et si bien qu'on peut, avec le recul, dire que *Foreign Affairs* avait vu juste. L'industrie chinoise devient de plus en plus performante et compétitive en ce qui concerne le segment des productions à haute valeur ajoutée de plus en plus pointues sur le plan technologique. En somme, le capitalisme d'Etat chinois se montre de plus en plus puissant, alors que le modèle néolibéral anglo-saxon est en crise depuis une dizaine d'années.

Or, comme nous l'avons vu précédemment, les logiques de fonctionnement du capitalisme anglo-saxon et du capitalisme d'Etat chinois sont très éloignées l'une de l'autre. Chaque fois que la Chine étend son influence dans le monde, elle entend le faire dans le cadre de son modèle de référence. Il en résulte une compétition accrue avec le cadre dans le cadre néolibéral états-unien.

Cette lutte pour l'hégémonie entre les Etats-Unis et la Chine permet d'imaginer l'émergence, à court ou à moyen terme, de toute une série de positions intermédiaires entre ces deux pôles. Pour la première fois depuis la chute du mur de Berlin, il y a trente ans, un contre-modèle à l'hégémonie néolibérale américaine existe.

Il s'agit d'une donnée très importante pour comprendre la dynamique caractérisant les rapports de force entre les deux types dominants de capitalisme aujourd'hui. En tout état de cause, ce n'est pas une mauvaise nouvelle pour tous ceux qui luttent contre l'avancée néolibérale...

⁴ Kenneth F Scheeve et Matthew J Slaughter, *A new deal for globalization* in *Foreign Affairs*, July-August 2007, p.37.